

L'Afghanistan en 2015

Entretien avec Kate Clark, Directrice de Programme du « Afghanistan Analysts Network »

samedi 26 décembre 2015, par [Jérôme DIAZ](#), [Kate CLARK](#)

Le retrait des troupes françaises d'Afghanistan ne doit pas conduire à faire tomber ce pays dans un "trou noir" de l'analyse. Au contraire, il importe de donner la parole aux experts qui restent sur le terrain. Jérôme Diaz a réalisé pour le *Diploweb.com* cet entretien.

Jérôme Diaz : Plus d'un après l'élection d'Ashraf Ghani à la présidence de l'Afghanistan [1], [le pays se retrouve livré à lui-même](#), avec à sa tête un gouvernement balbutiant dont la cote de popularité ne cesse de décroître. Sur le plan sécuritaire, la situation s'est considérablement dégradée [2]. Comment expliquez-vous cet [accroissement de violence](#) ?

Kate Clark : Le changement de présidence était une chose. L'enjeu, toutefois, concernait surtout le retrait des troupes, et le fait que l'économie est très affaiblie, du fait de la diminution considérable des aides de la coalition internationale [3]. Le problème est double : d'abord, les Taliban craignaient davantage les troupes étrangères, en particulier les bombardements aériens effectués par la Coalition. Cette année, les Taliban ont été capables de se regrouper pour lancer des attaques, en suivant un mode opératoire qu'ils ne pouvaient appliquer dans des zones où ils risquaient d'être la cible de bombardements aériens. Cela change la dynamique de la guerre. En prime, bien avant les élections, il y avait une incertitude au niveau politique quant à la fin ou non du mandat d'Hamid Karzaï, ainsi qu'à propos de l'hypothétique signature de l' « Accord Stratégique Bilatéral » entre l'Afghanistan et les Etats-Unis [4]. Il y a eu huit mois de conflit et de tumulte à propos des élections, dont des menaces de coup d'Etat.

[Découvrez les Pachtouns, un peuple à cheval sur l'Afghanistan et le Pakistan, avec un entretien exceptionnel.](#)

Maintenant, après une transition quasi démocratique, le pays est dirigé par un gouvernement de cohabitation avec à sa tête Ashraf Ghani et Abdullah Abdullah [principal rival de Ghani, Abdullah avait déjà été candidat déchu à l'élection présidentielle de 2009 face à Hamid Karzaï], ce qui ne garantit pas un leadership stable, le gouvernement n'ayant pas connu de « lune de miel ». L'électorat a perdu patience lorsque les deux hommes ont été introduits respectivement comme Président et Chef de l'exécutif [5]. Le simple fait de nommer des ministres, des gouverneurs et d'autres officiels, a requis des négociations à chaque fois entre Ghani et Abdullah, tout cela six mois avant qu'un Cabinet ne soit formé [6]. Le gouvernement est très faible, mais le problème n'est pas seulement lié au fait d'avoir un gouvernement d' « union nationale » faible : Hamid Karzaï a laissé derrière lui un gouvernement très faible et corrompu. L'Afghanistan a désespérément besoin d'être réformé, de disposer d'un gouvernement fonctionnel, d'une meilleure situation économique, et il a besoin de paix.

Le changement de Présidence n'a pas fait l'effet d'une victoire, mais plutôt d'un mauvais compromis quand il a été question de constituer une union nationale.

Ashraf Ghani doit faire face à toute une série d'obstacles (corruption, économie exsangue, guerre...), cela s'ajoutant au fait de devoir prendre des décisions importantes, et de manière conjointe, avec Abdullah, son rival aux dernières élections. C'est une façon très inefficace de faire de la politique, sans parler du fait que Ghani n'a toujours pas réuni autour de lui une équipe solide, et rencontre des problèmes au niveau stratégique, en particulier pour ce qui est de fixer des priorités. Dans un tel contexte, on aurait aimé voir un Président arriver au pouvoir avec un vrai projet politique, capable d'insuffler un certain optimisme, mais ce n'est pas ce qui s'est passé. Au contraire, [les Afghans étaient véritablement lassés des classes politiques](#). Le changement de Présidence n'a pas fait l'effet d'une victoire, mais plutôt d'un mauvais compromis quand il a été question de constituer une union nationale.

J.D : Les forces de sécurité locales (armée, police), sont supposées prendre le relais de leurs instructeurs étrangers mais se trouvent dans une situation extrêmement précaire (salaires misérables, désertions, corruption [7]...) ; quant à la violence quotidienne, ils semblent impuissants à la juguler. Comment y remédier ?

K. C. : Les troupes Afghanes (police locale, armée) comptent des dizaines de milliers de membres, mais peu d'entre eux combattent aussi âprement que les Forces spéciales, qui sont constituées d'une centaine d'hommes impliquées dans l'essentiel de la guerre contre les Taliban. Lorsque des zones tombent aux mains des insurgés, ce sont les Forces spéciales qui sont envoyées. Elles font de l'excellent travail : leur formation est assurée par [les Américains](#), les Britanniques, les Allemands et les Norvégiens.

Il y a toutefois des problèmes avec le gros des troupes, comme on a pu le voir à Kunduz : la plupart des forces a préféré décamper plutôt que se battre contre les Taliban, et ce même s'il y avait plus de soldats dans les rangs du gouvernement que du côté des Taliban. Il y a donc des obstacles dans la chaîne de commandement et de contrôle, dans la coordination entre les différentes forces, dans la logistique... Il n'est pas évident de déterminer s'il s'agit seulement d'inefficacité, ou même si des approvisionnements en munitions, essence ou en nourriture sont « prélevés ». Le problème est aussi moral. Par exemple, [les Taliban dans le nord](#) ont remporté un succès en offrant de se rendre aux soldats et à la police ; en prime, ils ont rendu leurs armes et leurs munitions, garantissant qu'ils cesseront de combattre, après quoi ils ont été autorisés à rentrer chez eux. C'est une méthode qui a fait ses preuves.

[L'armée a été créée et financée grâce à du soutien étranger ; cette aide est encore présente, mais maintenant nous sommes davantage dans une guerre purement afghane. Les Américains sont toujours actifs dans les opérations de combat, mais ils ont plutôt tendance à intervenir soit lorsque certains de leurs hommes sont au sol](#), ce qui conduit les Forces spéciales américaines à patronner les Forces spéciales afghanes (comme ce fut le cas à Kunduz), soit quand ils ont ciblé un groupe d'Al Qaïda.

J. D. : Parallèlement aux forces de sécurité légales, les sociétés de sécurité privées sont durablement installées. Que pouvez-vous dire de leur rôle et de leur importance ?

K. C. : [Il y a plus de "contractors" travaillant au Ministère américain de la Défense, proportionnellement au nombre de soldats](#). Du côté Afghan, ce nombre n'est pas aussi important. Si l'on observe les milices informelles, certaines milices progouvernementales sont impliquées dans les combats ; ces forces informelles ont toujours travaillé avec la CIA ou les Forces spéciales américaines, théoriquement sous l'égide des services de renseignements afghans [NDS, ou « National Department for Security »]. On compte aussi la police locale afghane, également mise en place par les Forces spéciales américaines, et qui dépend du Ministre de l'Intérieur. Il y a de nombreux groupes armés non-officiels dans le pays, parallèlement aux Taliban. Leur rôle dépend de la région où l'on se trouve. Au nord, il y a toujours eu des milices et il y en aura toujours. Les milices pro-gouvernementales sont aussi bien informelles que formelles, sauf qu'aucune de ces dernières n'a été incorporée à la police locale afghane, ce qui aurait fait d'elles des forces régulières. Cela dit, ces groupes se comportent souvent comme des milices, dans le mauvais sens du terme : au Nord, de nombreux sévices ont été dénoncés par des civils, notamment des cas de viols et d'extorsion.

J. D. : Impossible de parler de l'Afghanistan sans évoquer le Pakistan. Tous deux sont liés par une histoire tumultueuse et une frontière contestée depuis longtemps. Que pouvez-vous dire de l'état actuel des relations entre ces deux pays ?

K. C. : Du point de vue Afghan, [le Pakistan conserve une main pernicieuse dans leurs affaires](#) ; il est clair qu'ils soutiennent les Taliban et leurs fournissent des sanctuaires [8]. Cette année, ils ont accueilli une rencontre entre les Taliban et des représentants du gouvernement afghan [9], rencontre qui n'a eu hélas que très peu d'effets : d'abord, l'annonce officielle de la mort du Mollah Omar [10] a coupé court aux négociations ; ensuite, de terribles attaques ont été perpétrées par les Taliban, surtout à Kaboul, et la tentative de négociation menée par Ghani auprès des Pakistanais et des Taliban - compte tenu de l'accroissement de violence - est devenue, sur le plan politique, une position difficilement tenable.

Le fait que le Pakistan constitue un sanctuaire pour les Taliban est le nœud du problème pour le gouvernement Afghan.

Les Afghans estiment que le Pakistan a fait très peu d'efforts. L'une des requêtes émises par Ashraf Ghani a été de demander aux Pakistanais de procéder à des arrestations de cadres Taliban, ces derniers étant accusés d'avoir laissé commettre des crimes sur le territoire Afghan. Le fait que le Pakistan constitue un sanctuaire pour les Taliban est le nœud du problème pour le gouvernement Afghan. A l'été 2014, l'armée pakistanaise s'est rendue dans les zones tribales [11], et c'est sciemment qu'ils n'y ont pas ciblé les Taliban Afghans. Si l'on en croit les anciens Généraux Pervez Musharraf [qui a dirigé le Pakistan de 1999 à 2008] ou encore Asad Durrani, ancien responsable de l'I.S.I. [« Inter Services Intelligence », l'une des unités constituant les services de renseignement de l'armée pakistanaise [12]], cette opération a probablement été éventée par le réseau Haqqani, et visait plus spécifiquement les Taliban pakistanaïes, dans le but de laisser les Taliban Afghans en dehors du coup [13].

Le discours des Pakistanais a changé, mais sur le terrain les preuves de ce changement sont plus que minces. Ils ont clairement mis un frein aux agissements des groupes Pakistanais, mais jusqu'à présent les Taliban Afghans demeurent perçus à la fois comme une force amie et comme une force par procuration. En outre, le Pakistan détient des armes nucléaires, ce qui rend le pays bien plus puissant qu'il ne devrait l'être. Enfin, la situation géopolitique du Pakistan fait que ce dernier préfère un gouvernement ami en Afghanistan, ce qui est pour lui une garantie dans ce qu'on appelle sa « profondeur stratégique » vis-à-vis de l'Inde [14].

J. D. : Il est difficile de ne pas faire le parallèle entre le contexte actuel et celui de décembre 1989 : en pleine Guerre Froide, le pays assiste au retrait des troupes soviétiques de son territoire, conduisant à un désintérêt général à son égard... Au moment où ces lignes sont écrites, et bien que le président américain Barack Obama ait annoncé le maintien d'une partie de son contingent, le gros des troupes étrangères est sur le départ après près de quinze ans d'occupation [15]. « Comparaison n'est pas raison » mais ne va-t-on pas, une nouvelle fois, vers une certaine indifférence envers le sort du pays ?

K. C. : A l'époque soviétique, l'élément-clé pour Mohamed Najibullah [Président de l'Afghanistan de 1987 à 1992] était le soutien et l'argent de l'Union soviétique ; en résumé, il a perdu le pouvoir quand il a perdu le soutien conséquent des Soviétiques. Si l'Afghanistan n'avait pas signé l'Accord Bilatéral Stratégique avec les Etats-Unis, et s'il n'avait pas reçu de fonds destinés à payer son armée et ses soldats, on pourrait parler d'une situation parallèle. Un autre aspect concernant Najibullah est le fait que, dans ses propres rangs, certains, en particulier le Général Rashid Dostum, aient rejoint l'opposition formée par les moudjahidines [16].

Toutefois, je dirais que le gouvernement de Najibullah était plus puissant que celui qui est en place

actuellement, surtout dans sa manière d'envisager l'unité du pays comme projet. Fin 2015, on a plutôt l'impression que l'élite politique est plus intéressée par la façon d'obtenir des postes, des contrats, etc. Il y a encore des personnes, au sein de l'élite, qui semblent ne pas prendre conscience de l'urgence de la situation ; si l'on considère la puissance des Taliban, la faiblesse de l'économie et la corruption de l'Etat, l'unité en termes de projet de société et l'unité politique sont essentielles à la survie du pays.

Copyright Décembre 2015-Diaz-Clark/Diploweb.com

P.-S.

Kate Clark, Directrice de Programme du « Afghanistan Analysts Network » centre d'expertise indépendant dont le siège est au Danemark. Cet entretien a été réalisé le 4 novembre 2015 et relu à sa demande par Kate Clark, basée à Kaboul. Jérôme Diaz, est journaliste indépendant, auditeur Séminaires Jeunes de l'IHEDN et de l'IHESJ, diplômé du Master 2 « Sécurité Internationale et Défense » de la Faculté de Droit de Grenoble. Spécialisé sur les régions Proche/Moyen-Orient et Asie Centrale.

Notes

[1] Ashraf Ghani a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle le 21 septembre 2014 ; lire ici son portrait dans Le Monde :
http://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2014/09/20/ashraf-ghani-la-commission-electorale-devrait-me-proclamer-president-d-afghanistan_4491437_3216.html

[2] Voir « Les difficultés de la transition : l'Afghanistan après le retrait occidental », rapport publié en 2015 et cosigné par Gilles Dorransoro et Adam Baczko, pour la Direction Générale des Relations Internationales et de la Stratégie (« Observatoire de l'Afghanistan et du Pakistan ») du Ministère de la Défense. Dans un genre plus « littéraire » : « Et les chiens bouffent les cadavres » (« The Dogs Are Eating Them Now »), récit du journaliste canadien Graeme Smith sur ses huit années passées dans le Helmand, d'où il a ensuite dirigé le programme Afghanistan pour l'ONG International Crisis Group de 2012 à 2015.

[3] L'approche de l'élection présidentielle et l'accroissement de violence dans le pays ont conduit dès 2014 nombre d'organismes humanitaires internationaux à plier bagages :
<http://www.stripes.com/news/fear-of-violence-sends-foreigners-packing-ahead-of-afghanistan-s-presidential-election-1.274226>.

[4] L'« Accord Stratégique Bilatéral », ou BSA pour « Bilateral Strategic Agreement », poursuit les objectifs affichés par les deux pays depuis 2001, et confirmés ensuite lors des conférences internationales (Kaboul, Londres, Bonn...), à savoir : « protéger et promouvoir des valeurs démocratiques communes », « assurer la sécurité à long-terme », « renforcer la sécurité régionale et la coopération », « le développement social et économique », « renforcer les institutions afghanes et la gouvernance »... Ces intitulés (traduits par l'auteur de ces lignes) sont extraits du document officiel publié par la Maison Blanche :
<https://www.whitehouse.gov/sites/default/files/2012.06.01u.s.-afghanistanspassignedtext.pdf>.

[5] Ou C.E.O. pour « Chief Executive Officer », poste inexistant jusqu'alors et créé « spécialement » pour Abdullah...

[6] En mars 2015, « Afghanistan Analysts Network » publiait une biographie de 16 candidats potentiels :
<https://www.afghanistan-analysts.org/finally-a-complete-afghan-cabinet-the-next-16-minister-nominees-and-their-biographies/>

[7] Lire à ce propos les rapports « L'armée nationale afghane », cosigné par Gilles Dorransoro et Adam

Baczko, publié par l' « Observatoire de l'Afghanistan et du Pakistan » du Ministère de la Défense (cf. note n°2), et « The Future of the Afghan Local Police », de l'ONG International Crisis Group (Asia Report n°268), daté de juin 2015.

[8] Cette position du Pakistan confirme les analyses d'autres experts, comme le journaliste pakistanais Ahmed Rashid (« L'ombre des taliban », « Descent Into Chaos »), ou encore, côté français, les travaux de référence de chercheurs tels Michael Barry (« Le royaume de l'insolence. L'Afghanistan 1504-2011 »), Olivier Roy et Mariam Abou-Zahab (« Réseaux islamiques. La connexion afghano-pakistanaise »).

[9] Rencontre entre Taliban et gouvernement Afghan qui s'est tenue en juillet 2015 :

http://www.nytimes.com/2015/07/08/world/asia/taliban-leaders-are-said-to-meet-with-afghan-officials.html?_r=0.

[10] La mort du Mollah Omar, cofondateur et leader du mouvement des Taliban, recherché depuis des années, a été annoncée courant 2015... alors que son décès remontait déjà à deux ans. Plus d'informations ici :

http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2015/07/30/les-talibans-nomment-un-nouveau-chef-en-remplacement-du-mollah-omar_4705116_3216.html.

[11] En ce qui concerne les Zones Tribales du Pakistan (ou FATA pour « Federally Administered Tribal Areas »), lire la contribution de Jean-Pierre Filiu au dossier « AfPak (Afghanistan-Pakistan) » de la revue Questions Internationales (n°50, juillet-août 2011), ou encore son livre-enquête « La véritable histoire d'Al-Qaïda ».

[12] Lire ici deux excellentes analyses de l'historique et du rôle des « Services » pakistanais, publiées sur le site du Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) ici :

<http://www.cf2r.org/fr/notes-actualite/pakistan-r-le-reel-de-l-inter-services-intelligence-isi.php>, et là : <http://www.cf2r.org/fr/tribune-libre/l-isi-ou-la-face-noire-du-renseignement-pakistanais.php>.

[13] Dans un entretien accordé à la BBC en janvier 2015, le Général (R.) Asad Durrani confirmait le double-jeu auquel se livre le gouvernement pakistanais, précisant toutefois que cette stratégie est, selon ses mots, « la norme en politique internationale », ajoutant qu'en l'occurrence « la question de savoir si c'est bien ou mal ne se pose pas ». L'interview est consultable à l'adresse suivante :

<http://www.bbc.co.uk/programmes/p02jrl5v>.

[14] Né en 1947 suite à la partition (sanglante) de l'Inde pour y accueillir la population musulmane, le Pakistan est depuis en tension permanente avec ce pays, en particulier sur la question du Cachemire, territoire dont tous deux revendiquent la possession. La « profondeur stratégique » s'explique d'abord, comme le précise l'ancien cadre de la DGSE Alain Chouet dans son livre « Au cœur des services spéciaux », par le nom du pays : Pakistan, dont les trois premières lettres « P.A.K. » désignent Pakistan, Afghanistan et Cachemire (« Kashmir » en anglais) ; ensuite par la stratégie suivante : le Pakistan soutient un régime qui lui est favorable en Afghanistan, ce qui lui garantit un moyen de pression sur l'Inde voisine (et la question du Cachemire), laquelle se retrouve tiraillée entre un Afghanistan en guerre perpétuelle et un Pakistan où naissent puis agissent, dans les contrées voisines, les mouvements extrémistes les plus violents. A propos des relations Afghanistan-Pakistan-Inde, lire l'article de l'ancien diplomate et anthropologue Georges Lefeuvre, « La frontière afghano-pakistanaise, source de guerre, clé de la paix », publié dans Le Monde diplomatique en octobre 2010.

[15] Face à la profonde instabilité sécuritaire dans le pays, le président Barack Obama a décidé d'y maintenir une partie de ses troupes. Lire « A conversation with Ahmed Rashid about the future of Afghanistan and Pakistan » (lien ici :

http://www.ahmedrashid.com/wp-content/archives/pakistan/articles/pdf/A_CONVERSAIOTN_WITH_AH_MED_RASHID_ABOUT_THE_FUTURE_OF_AFGHANISTAN_AND_PAKISTAN.pdf), 8 avril 2015.

[16] Les « moudjahidines » (« combattants de la liberté ») Afghans luttèrent contre l'occupation soviétique avec le soutien de la CIA, tandis que l'Union Soviétique -en particulier le KGB- appuyait le parti communiste afghan.